Le Burundi échappera-t-il cette fois à une rechute sanglante ?

The Conversation, 25 janvier 2016 Heurs et malheurs du Â«Â modÃ¨le burundaisÂ Â» Par AndrÃ© Guichaoua Professeur des universitÃ©s, UniversitÃ© Paris 1 PanthÃ©on-Sorbonne Lors de leur accession Ã lâ€™indÃ©pendance en jui 1962, les deux petits royaumes enclavÃ©s qui composaient la colonie belge du Ruanda-Urundi se sÃ©parÃ¨rent. Au Rwanda, les Ã©lus hutu du Â«Â peuple majoritaireÂ Â» sâ€™Ã©taient emparÃ©s du pouvoir dÃ¨s 1959 en chassant les Ã©lite promues par les autoritÃ©s coloniales belges puis en proclamant la RÃ©publique. Entre 1959 et 1967, les affrontements firent des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de rÃ©fugiÃ©s trÃ¨s majoritairement tutsi.

Au Burundi Ã lâ€™inverse, un noble tutsi accÃ©dait au pouvoir Ã la tÃªte dâ€™un parti multiethnique et la monarchie constitutionnelle Ã©tait consacrÃ©e. Mais trÃ¨s vite, le contrecoup de la rÃ©volution politique rwandaise et la cristallisation des rÃ©fÃ©rences ethniques qui lâ€™a accompagnÃ©e vont le gagner. Les deux pays connaÃ®tront ensuite des cycles de cr meurtriÃ¨res en miroir oÃ¹ les acteurs politiques jouÃ¨rent dÃ©libÃ©rÃ©ment des fantasmes et peurs collectifs pour mobiliser les Â«Â peuplesÂ Â» et surimposer les identitÃ©s ethniques Ã toutes autres formes dâ€™appartenance et de solidaritÃ© soci Au Burundi en 1972 â€“ lors du gÃ©nocide dÃ©niÃ© des populations hutu qui fit entre 100 Ã 200 000 victimes â€“ et 1993 ; au Rwanda en 1973 et 1994 â€“ lors de la guerre et du gÃ©nocide oÃ¹ plus de 800 000 tutsi et des dizaines de milliers de hutu furent massacrÃ©s. Au Burundi, si la mainmise des Ã©lites tutsi sur le pouvoir se prolongea jusquâ€™en 1993, les premiÃ¨res Ã©lections dÃ©mocratiques Ã©lirent un prÃ©sident de la RÃ©publique hutu, Melchior Ndadaye. Trois mois aprÃ¨s, lors dâ€™u tentative de putsch dirigÃ©e par des militaires tutsi, son assassinat et celui de la plupart des hauts dignitaires du pays, dÃ©clenchÃ¨rent des massacres et une sÃ©vÃ¨re rÃ©pression militaire qui firent plus de 100Â 000 morts hutu et tutsi, ainsi que des centaines de milliers dâ€™exilÃ©s et de dÃ©placÃ©s. Le pays sombra alors dans une longue guerre civile qui coÃ»ta que 200 Ã 300 000 victimes. ConfrontÃ©s Ã une nouvelle dÃ©rive institutionnelle, le Burundi Ã©chappera-t-il cette fois Ã une rechute sanglante face Ã lâ€™exploitation politicienne des peurs et des passions ? 2005-2010Â : une stabilisation fragile Au terme de douze annÃ©es de guerre civile, de nÃ©gociations et de transition politique, le rÃ©fÃ©rendum de fÃ©vrier 2005 instaurait au Burundi un nouvel ordre constitutionnel Ã©tablissant une dÃ©mocratie consensuelle fondÃ©e sur le partage du pouvoir Ã tous les niveaux. Sa tenue, la participation exceptionnelle des Ã©lecteurs (90Â %) et la majoritÃ© Ã©crasante qui en ressortait (91Â %) mettaient fin aux manÅ“uvres politiciennes Ã lâ€™origine de nombreux reports, aux frustrations, surenchÃ¨re et lectures divergentes des concessions des uns et des autres. La voie Ã©tait ainsi ouverte aux scrutins qui devaient sceller le retour de la paix et de la stabilitÃ©. Lors des Ã©lections gÃ©nÃ©rales qui ont suivi, quelque 80Â % des suffrages se portaient sur les deux grands partis pro-hutu (CNDD-FDD et Frodebu) et confirmaient la volontÃ© majoritaire qui sâ€™Ã©tait dÃ©jÃ exprimÃ©e en 1993 lors des premiÃ¨res Ã©lections libres et pluripartites du Burundi indÃ©pendant au profit du Frodebu (Front pour la dÃ©mocratie au Burundi) deÂ Melchior Ndadaye. En 2005, les Ã©lecteurs, qui voulaient la paix, donnaient une large majoritÃ© dans les deux chambres au CNDD-FDD, le mouvement le plus puissant de la rÃ©bellion hutu susceptible de sâ€™imposer aussi bien vis-Ã -vis de lâ€™ex-armÃ©e rÃ©guliÃ¨re que des autres rÃ©bellions Ã©manant du ca RÃ©unies en congrÃ¨s le 19Â aoÃ»t, ces deux chambres Ã©lisaientÂ Pierre NkurunzizaÂ prÃ©sident de la RÃ©publique. Suiv cinq annÃ©es de rodage des nouvelles institutions et de dÃ©cantation politique au cours desquelles les oppositions se dÃ©chiraient, alors que le CNDD-FDD parachevait son implantation nationale, sans Ã©chapper lui-mÃªme Ã une succession de crises internes de leadership et de rÃ©partition des dividendes du pouvoir entre les cadres militaires du parti. Quant au prÃ©sident Nkurunziza, ne pesant guÃ¨re sur des conflits qui lui Ã©chappaient largement, il usait de son charisme personnel lors dâ€™innombrables contacts avec les populations rurales pour incarner aux yeux de la population une unitÃ© par dÃ©faut. Quelques mois avant la fin de la lÃ©gislature en 2010, une reprise en main du parti CNDD-FDD par son noyau militaire, le renouvellement de la quasi-totalitÃ© de ses Ã©lus en fin de mandat et la reconduction par les Â«Â gÃ©nÃ©rauxÂ Â» du prÃ©sident sortant, sorti indemne des luttes internes, lui permettaient dâ€™affronter le verdict des Ã sans trop de crainte. Les Ã©lections de 2010 se jouaient sur le seul scrutin communal qui enregistrait en mai un soutien massif des populations rurales envers les candidats prÃ©sentÃ©s par le CNDD-FDD avec 64Â % des voix. Ce rÃ©sultat traduisait lâ€™aspiration Ã la stabilitÃ© des Ã©lecteurs appelÃ©s, pour la premiÃ¨re fois dans lâ€™histoire du pays, Ã voter a normal dâ€™une Ã©chÃ©ance Ã©lectorale. Mais la forte participation Ã©lectorale et les scores obtenus par le CNDD-FDD exprimaient aussi un rÃ©el satisfecit envers un pouvoir qui avait su apaiser les divisions ethniques et surtout rÃ©ussi lâ€™intÃ©gration des forces armÃ©es Ã paritÃ© ethnique, dÃ©sormais sous le contrÃ´le de lâ€™exÃ©cutif et Â«Â rÃ©conciliÃ peupleÂ Â». De mÃªme, la population accÃ©dait Ã de nouveaux espaces de libertÃ© grÃ¢ce Ã la multiplication des radios indÃ©pendantes et Ã la vitalitÃ© de la sociÃ©tÃ© civile. Mauvaises perdantes, les formations politiques de lâ€™opposition boycottaient la suite du processus Ã©lectoral. Mot dâ€™ordre que la majoritÃ© des Ã©lecteurs refusÃ¨rent en apportant leur v au CNDD-FDD aux scrutins lÃ©gislatif et prÃ©sidentiel suivants. Lâ€™absence quasi totale dâ€™Ã©lus des partis de lâ€™opp divers Ã©chelons de la reprÃ©sentation nationale donnait les pleins pouvoirs au parti CNDD-FDD et Pierre Nkurunziza, seul candidat, Ã©tait Ã©lu en juin 2010 sans faire vraiment campagne avec un score de 91Â % et un taux de participation de 77Â %. 2010-2015Â : le premier Â«Â vraiÂ Â» mandat de Pierre Nkurunziza Choisie par la population et les militants sur les collines, cette gÃ©nÃ©ration dâ€™Ã©lus Â«Â civilsÂ Â» qui prenaient le contrÃ´le des administrations communales et provinci qui entraient au Parlement tiraient dÃ©sormais leur lÃ©gitimitÃ© des urnes et non de leurs faits dâ€™armes dans la rÃ©bellion Ces reprÃ©sentants de la Â«Â majoritÃ© dÃ©mocratiqueÂ Â» nâ€™avaient plus Ã Ãªtre adoubÃ©s par des instances informel (les Â«Â militairesÂ Â», le Â«Â conseil des sagesÂ Â», etc.) et pouvaient sâ€™Ã©manciper. Il en allait de mÃªme de Pierre Nkurunziza, installÃ© puis reconduit dans ses fonctions prÃ©sidentielles par les militaires du parti, dÃ©sormais plÃ©biscitÃ© pa le suffrage populaire. Il lui fallut deux ans pour Ã©vincer plusieurs des Â«Â militairesÂ Â» de la direction du parti, installer une Ã©quipe dirigeante acquise Ã sa personne et sâ€™assurer le contrÃ´le effectif de la Ligue des jeunes du parti, lesÂ ImbonerakureÂ (Â«Â Ceux qui voient loinÂ Â» en franÃ§ais). Ses membres assurent gÃ©nÃ©ralement sur les collines et d les quartiers urbains lâ€™encadrement, la mobilisation et la Â«Â sensibilisationÂ Â» des populations. AprÃ¨s lâ€™Ã©lection d Nyabenda, en avril 2012, Ã la prÃ©sidence du parti CNDD-FDD, la nouvelle direction reprenait en main ces jeunes sous la

direction du gÃ©nÃ©ral Adolphe Nshimirimana, lâ€™homme chargÃ© du renseignement, et du commissaire de police principa
Gervais Ndirakobuca â€“ les plus fidÃ¨les soutiens de Pierre Nkunrunziza. Avec un objectif principalÂ : dÃ©velopper le
mouvement au sein de la police, de lâ€™armÃ©e, des administrations publiques puis de lâ€™implanter dans les milieux
intellectuels. Ainsi, les jeunesses Imbonerakure se sont installÃ©es comme une force politico-militaire puissante
permettant Ã Pierre Nkurunziza de sâ€™imposer au cÅ“ur du dispositif du pouvoir, et donc comme le candidat incontournable
du parti vis-Ã -vis des deux autres forces susceptibles de le concurrencer avec un candidat issu de ses rangs (la Police)
ou de sâ€™opposer Ã ses ambitions en tant que garante de la Constitution (les Forces de dÃ©fense nationale, FDN). Avec les
Imbonerakure, la prÃ©sidence disposait dâ€™une force totalement dÃ©vouÃ©e, assurant lâ€™hÃ©gÃ©monie du parti sur les
dans les quartiers des communes sans avoir Ã solliciter les reprÃ©sentants des autres forces de maintien de lâ€™ordre. Câ€™
ainsi quâ€™au terme de ses dix annÃ©es Ã la tÃªte de lâ€™Ã‰tat, le prÃ©sident Nkurunziza a progressivement modifiÃ© en
les rapports de force entre les diffÃ©rentes instances du pouvoir et les diverses composantes du parti. Il a notamment
consolidÃ© des liens de solidaritÃ© durables avec tous ceux qui se consacrent au renforcement du parti parce quâ€™ils en
vivent â€“ directement ou indirectement â€“ dans les collectivitÃ©s et administrations territoriales, les projets de dÃ©veloppeme
etc. Ainsi peut-on mieux comprendre pourquoi, aprÃ¨s avoir enfin rÃ©ussi Ã concentrer en leurs mains les outils et les
ressources du pouvoir, il leur apparaissait insupportable dâ€™y renoncer. Et ce dâ€™autant plus quâ€™il restait une Ã©tape
importante Ã franchir pour assurer la pÃ©rennitÃ© du Â«Â Burundi refondÃ©Â Â», et donc aussi celle du pouvoir CNDD-FDD,
savoir modifier la Constitution, notamment les articles relatifs au partage du pouvoir, et la dissocierÂ des accords
dâ€™Arusha. Lâ€™irruption des aspirations dÃ©mocratiques dans la campagne Ã©lectorale de 2015 Comme en 2010 dÃ©jÃ
ministÃ¨re de lâ€™IntÃ©rieur a reconfigurÃ© le champ des partis agrÃ©Ã©s si bien que lâ€™entrÃ©e en campagne a Ã©tÃ© r
mois Ã lâ€™avance, par une montÃ©e des violences, de la rÃ©pression et des attaques contre toutes les catÃ©gories dâ€™o
avÃ©rÃ©s ou potentiels. Ã‰tant donnÃ© les divisions structurelles de lâ€™opposition, personne ne doutait vraiment que le CN
FDD gagnerait les Ã©lections dont lâ€™enjeu se concentrait sur la majoritÃ© des deux tiers dont le CNDD-FDD avait besoin
pour changer la Constitution. Le 25Â avril 2015, lorsque le CongrÃ¨s du parti a entÃ©rinÃ© la candidature de Pierre
Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat au terme dâ€™un laborieux parcours procÃ©dural, les autoritÃ©s sâ€™attendaient certes
vives contestations tout en estimant pouvoir venir Ã bout des protestations politiciennes sans avoir Ã surmonter beaucoup
plus de difficultÃ©s quâ€™avec ses propres frondeurs. Mais, paradoxalement, le verrouillage de la campagne Ã©lectorale
quâ€™aucun candidat ou parti nâ€™avait pu briser a brutalement volÃ© en Ã©clats. Lâ€™irruption dâ€™une contestation sp
dÃ©terminÃ©e et durable, mobilisant de larges secteurs de la population de Bujumbura ne faisait pas partie des scÃ©narios
envisagÃ©s par les partisans du prÃ©sident Nkurunziza comme par les opposants, dâ€™ailleurs. Invoquant pÃªle-mÃªle les
accords dâ€™Arusha, la paix retrouvÃ©e, lâ€™armÃ©e garante des institutions, les mÃ©dias libres, les rÃ©seaux sociaux, tou
peuple sâ€™est Ã©mancipÃ© chaque jour un peu plus de ses peurs. Et il est rapidement devenu Ã©vident que cet
impressionnant mouvement dâ€™opposition puis de rÃ©sistance allait bien au-delÃ du refus du troisiÃ¨me mandat. Plus
profondÃ©ment, la rupture gÃ©nÃ©rationnelle qui sâ€™exprime alors illustre la dÃ©sillusion des jeunesses urbaines et rurales
travail en ville ou condamnÃ©s Ã la survie sur des parcelles de terre Ã©triquÃ©es. ConfrontÃ©es Ã lâ€™impuissance du nou
rÃ©gime Ã desserrer les contraintes Ã©conomiques et offrir des perspectives dâ€™avenir, elles refusent le retour Ã un ordre
autoritaire qui ne cesse de restreindre les libertÃ©s individuelles et collectives et de renforcer lâ€™encadrement des
populations. La dimension politique de cette rÃ©volte se prolonge au travers dâ€™une double exigence Ã©thique de respect
de la dignitÃ© des citoyens et de moralisation des Ã©lites au pouvoir. Des aspirations comprises voire partagÃ©es par
tous,Â au-delÃ des ethnies et des rÃ©gions dâ€™origine, mais que ces Ã©lites ne peuvent ou refusent dâ€™entendre. Le 13A
2015, aprÃ¨s la tentative avortÃ©e du haut commandement de lâ€™armÃ©e de suspendre le prÃ©sident de ses fonctions, le
camp prÃ©sidentiel peut enfin rÃ©tablir lâ€™ordre en usant de toutes ses forces avec lâ€™interdiction durable de toute diffusio
dâ€™informations indÃ©pendantes, lâ€™Ã©viction des officiers et militaires hostiles Ã la rÃ©pression de manifestants pacifiqu
soumission des quartiers contestataires. Sâ€™enclenche alors unÂ processus de montÃ©e des violences, des tueries, des
exactions, des opÃ©rations coups de poing des opposants, dâ€™assassinats ciblÃ©s croisÃ©s accompagnÃ©s de dÃ©fection
militaires et de policiers, de fuites en exil des militants et lâ€™installation durable de camps de rÃ©fugiÃ©s aux frontiÃ¨res. Câ
dans ce contexte que les Ã©lections se dÃ©roulent, en juillet 2015, Ã seule fin de valider formellement la reconduction de
lâ€™Ã©quipe sortante et de ses partisans avec des scores autorisant Ã lâ€™avenir les modifications constitutionnelles nÃ©ce
pour en finir avec les subtilitÃ©s de la dÃ©mocratie consociative instaurÃ©e par les accords dâ€™Arusha. Ã€ la fin du mois, la
reprise en main des forces de sÃ©curitÃ©, la consÃ©cration du CNDD-FDD comme parti unique de facto, le renouvellement
des chambres, la reconduction du PrÃ©sident et la mise en place dâ€™un nouveau gouvernement sont assurÃ©s. Et
maintenant, quelles issuesÂ ? Six mois aprÃ¨s, selon les autoritÃ©s, la Â«Â situation sÃ©curitaire est maÃ®trisÃ©eÂ Â», lâ€™
paix rÃ¨gnent au Burundi. Mais on peut penser aussi, certains jours, que les attaques de groupes armÃ©s et les
opÃ©rations de reprÃ©sailles de forces paramilitaires sâ€™apparentent plusÂ Ã un contexte de guerre civileÂ aussi bien dans
capitale que dans de nombreuses communes de lâ€™intÃ©rieur. Pour autant, lâ€™intervention dâ€™une opÃ©ration de maint
paix rÃ©gionale ou internationaleÂ suscite un scepticisme gÃ©nÃ©ral et se heurte, dâ€™un cÃ´tÃ©, Ã une opposition dÃ©terr
autoritÃ©s burundaises et, de lâ€™autre, aux rÃ©ticences diplomatiques habituelles en matiÃ¨re de souverainetÃ© des Ã‰tats
le plan politique, la plupart des chefs de lâ€™opposition et de nombreux ex-dignitaires du rÃ©gime se sont exilÃ©s, sans guÃ¨r
de prise sur la situation intÃ©rieure. Bien que regroupÃ©s au sein du Conseil national pour le respect de lâ€™Accord dâ€™Aru
de lâ€™Ã‰tat de droit (CNAREDÂ), qui exige toujours le dÃ©part du PrÃ©sident, il est souvent difficile de savoir qui parmi eu
sâ€™exprime au nom du collectif, voire mÃªme si le refus de la lutte armÃ©e fait lâ€™unanimitÃ© en son sein. Du cÃ´tÃ© des
les Â«Â institutions fonctionnentÂ Â», dit-on, et malgrÃ© les vellÃ©itÃ©s de tel ou tel, il nâ€™y aurait rien Ã nÃ©gocier non plu
pouvoir, le temps jouerait apparemment en sa faveur et lui permettrait de consolider le statu quo. Ã€ ce stade de la
dÃ©stabilisation, alors que bien des ressources politiques peuvent encore Ãªtre mobilisÃ©es pour aggraver les tensions et
radicaliser les protagonistes, aucun camp ne peut imaginer quâ€™il maÃ®triserait ou surmonterait les consÃ©quences dâ€™un
escalade dÃ©libÃ©rÃ©e de la violence. Les autoritÃ©s se dÃ©lÃ©gitimeraient, les nouvelles rÃ©bellions ne pourraient contenir

reprÃ©sailles et sâ€™isoleraient. On peut cependant en douter pour deux raisons. La premiÃ¨re tient Ã la capacitÃ© des autoritÃ©s Ã desserrer lâ€™Ã©treinte financiÃ¨re imposÃ©e par les bailleurs de fonds et Ã©chapper Ã un collapse Ã©conomi Lâ€™Ã©conomie mafieuse peut pallier un temps, mais le Burundi nâ€™est pas lâ€™est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du (RDC), contrairement Ã bien des analogies propagÃ©es. La seconde, plus dÃ©cisive, est dâ€™ordre politique. Le Â«Â modÃ burundaisÂ Â» qui sâ€™est progressivement construit au dÃ©but des annÃ©es 2000 avec la signature des accords de cessez feu et le retour progressif de la paix nâ€™a pu sâ€™imposer que grÃ¢ce Ã lâ€™exceptionnelle capacitÃ© de recomposition de sociaux dont les populations ont fait preuve. En effet, malgrÃ© la guerre civile, le travail mÃ©thodique de dÃ©structuration et de fragmentation des liens sociaux parallÃ¨le Ã lâ€™exacerbation des rÃ©fÃ©rences ethno-identitaires menÃ©e par les appar militaires en compÃ©tition nâ€™a jamais pu transgresser les rÃ©fÃ©rences et les institutions qui soudent lâ€™unitÃ© national sentiment dâ€™appartenance partagÃ© fonde la forte rÃ©silience du cadre politique et des institutions. Il explique aussi la grande maturitÃ© politique des Ã©lecteurs burundais chaque fois quâ€™ils ont pu sâ€™exprimer librement. Lâ€™actuelle mis Ã©chec de ce modÃ¨le ne tient ni aux principes des accords, ni au cadre constitutionnel. Le Â«Â modÃ¨le burundaisÂ Â» nÃ© des accords dâ€™Arusha exigeait bien trop de vertu de la part de ceux Ã qui il revenait de le conforter. Câ€™est cette leÃ§on tous les Burundais (dÃ©s-) abusÃ©s retiennent et partagent actuellement. Elle repose sur quelques constats factuels qui font lâ€™unanimitÃ©, malgrÃ© la chape de silence qui sâ€™est abattue sur le paysÂ : Lâ€™initiative de la crise actuelle lâ€™actuelle Ã©quipe dirigeante qui, en toute connaissance de cause, a pris le risque de compromettre les acquis de la paix et de la rÃ©conciliation. Aujourdâ€™hui comme hier, aucune volontÃ© collective ni nÃ©cessitÃ© dâ€™intÃ©rÃªt national nâ bien-fondÃ© et lâ€™opportunitÃ© de ce choix de convenance personnelle. De mÃªme, pour lâ€™avenir prÃ©visible, alors que guerre et la misÃ¨re sâ€™installent, aucun bÃ©nÃ©fice identifiable nâ€™en ressort en matiÃ¨re de paix, de stabilitÃ© et de dÃ©veloppementÂ ; Quelles que soient les sensibilitÃ©s politiques, les mises en scÃ¨ne officielles obligÃ©es ne suffisent pas Ã garantir lâ€™existence dâ€™un soutien populaire rÃ©solu et durable et plus encore nâ€™attestent la Â«Â disponibilitÃ sacrificeÂ Â» prÃ©sumÃ©e des cadres et militants du CNDD-FDD et de lâ€™appareil dâ€™Ã‰tat solidaire. Le soulagemen population a massivement exprimÃ© leÂ soir du 13Â mai Ã BujumburaÂ ou fait connaÃ®tre avec prudence dans la plupart de provinces du pays, aprÃ¨s une tentative de putsch militaire avortÃ©, reste dans toutes les mÃ©moires. Tout comme les artifices auxquels les autoritÃ©s ont dÃ» sans cesse recourir pour arriver Ã des rÃ©sultats prÃ©sentables au terme du chemin de croix Ã©lectoral de juin-juillet 2015. Enfin et surtout, la dÃ©sapprobation des violences, de la terreur et des exclusives manifestÃ©e par les populations dÃ©montre clairement que lâ€™obligation de participer Ã une guerre civile nâ€ encore gagnÃ© les esprits de la majoritÃ© des Burundais. Dâ€™oÃ¹ que viennent les sollicitations, personne ne croit que la paix reviendra par la voie des armes et de la contrainte. Au regard de ces antÃ©cÃ©dents, les Burundais â€“ qui ont depuis des mois fait preuve dâ€™un courage, dâ€™une constance et dâ€™une maÃ®trise exceptionnels pour contenir la dÃ©rive gu en affronter les consÃ©quences dramatiques â€“ nâ€™ont guÃ¨re dâ€™autre choix que dâ€™imposer eux-mÃªmes aux armes Il faut pour cela que les forces de paix puissent Ã nouveau sâ€™exprimer et que leur parole soit audible. Câ€™est Ã elles dâ€™imposer lâ€™ouverture de nÃ©gociations pour rÃ©tablir et enrichir le Â«Â modÃ¨le burundais". Â Â Â Burundi : S'alarm vite, ou faut-il intervenir avant qu'il ne soit trop tard ? Jeune Afrique, 25 janvier 2016 Burundi : une peur bleue Alors que le pays s'enfonce dans la violence, un rapport onusien, divulguÃ© dÃ©but janvier, Ã©voque diffÃ©rents scÃ©narios. Y compris celui d'un gÃ©nocide. S'alarme-t-on trop vite, ou faut-il intervenir avant qu'il ne soit trop tard ? Quâ€™importe que les bruits qui courent soient vÃ©rifiÃ©s ou que les inquiÃ©tudes soient fondÃ©es. Ici, Ã Ruhororo, on a peur, de cette peur qui paralyse, et rien dâ€™autre ne compte. Dans ce site de Â« dÃ©placÃ©s intÃ©rieurs Â» qui ont fini par se sÃ©dentariser, le po passÃ© lâ€™emporte sur les rÃ©alitÃ©s du prÃ©sent. Les massacres de 1993 consÃ©cutifs Ã lâ€™assassinat du premier pr au suffrage universel, Melchior Ndadaye, un Hutu, qui avaient obligÃ© ces hommes, ces femmes et ces enfants Ã fuir leurs collines et Ã se rÃ©fugier ici, font partie de leur ADN. Â« On est des Tutsis au milieu de Hutus. Depuis des mois, on nous menace, on nous observe. Le passÃ© nous a montrÃ© de quoi les Burundais sont capables. On a peur Â», glisse un habitant qui, comme tant dâ€™autres dans le Burundi dâ€™aujourdâ€™hui, refuse de donner le moindre indice pouvant perme son identification. Ils ont tellement peur, les habitants (des paysans pour la plupart) de ce village situÃ© dans le nord du pays, Ã 20 km de Ngozi, le fief du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, quâ€™ils ont, en dÃ©cembre 2015, Ã©crit une lettre au secrÃ gÃ©nÃ©ral des Nations unies. Â« Monsieur, ne prenez pas Ã la lÃ©gÃ¨re nos cris dâ€™alarme, de grÃ¢ce, intervenez ! Â» pe lire en substance. Â« Que lâ€™organisation dont vous Ãªtes responsable soit vigilante afin dâ€™Ã©viter que le gÃ©nocide ne s reproduise Â», alertent-ils. Il suffit dâ€™Ã©tudier le contexte pour comprendre. Un village trÃ¨s majoritairement composÃ© de Tutsis dans une rÃ©gion de Hutus. Des terres fertiles que les Ã« autochtones Â» rÃ©clament depuis des annÃ©es. Des bagarres rÃ©currentes. Et, surtout, ces dÃ©clarations incendiaires de responsables politiques inoculant un poison que lâ€™on pensait avoir dÃ©finitivement Ã©liminÃ© ici : lâ€™ethnicisme. Nâ€™est-ce pas le prÃ©sident du SÃ©nat, RÃ©vÃ©rien Ndikuri entendu, voici trois mois, que des parcelles pourraient bientÃ´t Ãªtre disponibles ? Ã€ Ruhororo, Â« on a tous frÃ©mi quand on a entendu Ã§a Â», confie un habitant. Le gÃ©nocide, un scÃ©nario peu probableÂ ?Â Ce nâ€™est certainement pas la missive des habitants de Ruhororo qui a poussÃ© HervÃ© Ladsous, le chef des opÃ©rations de maintien de la paix de lâ€™ON Ã signer dÃ©but janvier un mÃ©mo destinÃ© aux membres du Conseil de sÃ©curitÃ©, dans lequel il est Ã©crit quâ€™un gÃ© un scÃ©nario plausible au Burundi. Mais elle y a peut-Ãªtre contribuÃ©, comme les innombrables tÃ©moignages de victimes recueillis depuis des mois par la trentaine dâ€™enquÃªteurs du Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de lâ€™homme qui circulent dans le pays. Selon ce document qui aurait dÃ» rester confidentiel, la situation ne cesse de se dÃ©tÃ©riorer. Les membres de lâ€™opposition et de la sociÃ©tÃ© civile sont, explique le rapport, toujours pris pour cible par l services de sÃ©curitÃ© et par les Imbonerakure, le surnom donnÃ© aux jeunes du parti au pouvoir. Une fois le constat dressÃ©, trois scÃ©narios sont envisagÃ©s : le statu quo, câ€™est-Ã -dire une situation stabilisÃ©e mais ponctuÃ©e de violen sporadiques ; lâ€™intensification des violences et le dÃ©veloppement de rÃ©bellions (autrement dit : une guerre civile) ; enfin, la transformation dâ€™une crise politique en un conflit Ã caractÃ¨re ethnique. Ce rapport, prÃ©cise un diplomate, nâ€™est rie dâ€™autre quâ€™une base de travail. Selon une source onusienne, Â« il est de notre devoir, en matiÃ¨re de maintien de la pai de prÃ©voir toutes les situations, surtout les plus graves Â». Celle dâ€™un gÃ©nocide Ã la rwandaise, dans lequel une partie

la population serait appelÃ©e Ã en exterminer une autre et passerait Ã lâ€™acte, semble peu probable. Â« Ã‡a ne prendra pa
nous vivons tous ensemble, Hutus et Tutsis Â», clame, Ã lâ€™arriÃ¨re dâ€™une voiture et Ã lâ€™abri des regards, un jeune h
que lâ€™on dit recherchÃ© par la police, et qui quittera le pays deux jours aprÃ¨s notre entretien. Cet optimisme, beaucoup le
partagent. Â« Ceux qui manifestent sont nÃ©s aprÃ¨s 1993 ou peu avant, analyse un prÃ©lat influent qui souhaite, lui aussi,
rester anonyme. Ils ne sont pas marquÃ©s par le poids du passÃ©. Eux ne rÃªvent que dâ€™un avenir. Â» Mais qui peut
vraiment dire comment naÃ®t un gÃ©nocide ? Certes, aujourdâ€™hui, Â« la rÃ©pression touche autant les Hutus que les Tutsi
les politiques que la sociÃ©tÃ© civile, et les villes que les campagnes Â», admet un membre Ã©minent de lâ€™Uprona, un par
dâ€™opposition, un des rares qui est restÃ© au pays. Â« Il faut toutefois reconnaÃ®tre que la rÃ©pression cible de plus en plus
des Tutsis Â», ajoute-t-il. Ce quâ€™il craint â€“ et selon lui, ce nâ€™est quâ€™une question de temps -, câ€™est Â« que la po
finisse par Ãªtre obligÃ©e de marcher dans la mÃªme direction que le pouvoir Â». Les jeunes nâ€™y croient pas. Mais leurs
aÃ®nÃ©s, qui ont connu les annÃ©es de sang, savent que tout est possible. Le CNDD-FDD, un parti schizophrÃ¨ne Le
pouvoir, Ã©videmment, sâ€™offusque de ce genre dâ€™accusations. Chiffres et thÃ©orie du complot Ã lâ€™appui. Â« Câ€™
des Rwandais, explique Pascal Nyabenda, qui cumule les prÃ©sidences du CNDD-FDD et de lâ€™AssemblÃ©e nationale. Au
Burundi, on ne songe pas Ã cela. Dans notre gouvernement, nous comptons 60 % de Hutus et 40 % de Tutsis :
comment un tel gouvernement pourrait-il commettre un gÃ©nocide ? Â» Au CNDD-FDD aussi, il y a des Tutsis. Comme
cette sÃ©natrice, Ã‰velyne Butoyi. Â« Vous pensez que je pourrais appartenir Ã un parti qui veut la mort de mon peuple ? Â»
interroge-t-elle. Il faut croire que, pour elle, la vie nâ€™est pas facile ces jours-ci. Â« Je suis tutsie, mais jâ€™ai peur dâ€™Ãªtre
par des Tutsis. Dans mon village, trÃ¨s majoritairement tutsi, je suis accompagnÃ©e par des hommes en uniforme car jâ€™ai
peur des miens. Â» Â«Â Le danger le plus immÃ©diat, câ€™est une guerre civile, mais nâ€™y est-on pas dÃ©jÃ ?Â Â» Au-d
discours de faÃ§ade, le CNDD-FDD semble pris dâ€™une rÃ©elle schizophrÃ©nie. Ses barons nâ€™ont que le mot dÃ©mocra
bouche quand toutes les libertÃ©s publiques sont mises Ã bas, et ils jurent vouloir en finir avec lâ€™accusation dâ€™ethnicism
alors quâ€™ils font du Â« pouvoir tutsi Â» leur principal ennemi. Daniel Gelase Ndabirabe est le porte-parole du parti. Pour lui,
il ne fait guÃ¨re de doute que Â« les questions dâ€™aujourdâ€™hui sont celles de toute lâ€™histoire du pays Â». Ndabirabe p
rarement de Hutus et de Tutsis. Il prÃ©fÃ¨re user de paraboles. Il y aurait dâ€™un cÃ´tÃ© Â« lâ€™ethnie dont le colonisateur n
voulait pas Â», la rÃ©elle Â« base sociale dÃ©mocratique Â», et, de lâ€™autre, Â« lâ€™ethnie qui se disait nÃ©e pour gouver
Le gÃ©nocide ? Câ€™est comme les armes chimiques en Irak, dit-il. Une invention de lâ€™Ã©lite intellectuelle. Â»Â Un diplom
a eu Ã Ã©couter les caciques du rÃ©gime fait ce constat : Â« Les plus francs sont obnubilÃ©s par la question Hutus-Tutsis.
Câ€™est vrai que la sociÃ©tÃ© civile est majoritairement tutsie, mais ils oublient lâ€™origine de cette crise : le mÃ©contentem
social. Â» Â« Le gÃ©nocide, poursuit ce diplomate comme en Ã©cho au mÃ©mo onusien, on le craint tous. Mais le danger le
plus immÃ©diat, câ€™est une guerre civile. Â» Nâ€™y est-on pas dÃ©jÃ ? Des mouvements de rÃ©bellion aux contours enco
ont vu le jour. Ils se trouvent pour la plupart aux frontiÃ¨res extÃ©rieures du pays, mais certains seraient Ã lâ€™intÃ©rieur, tou
prÃ¨s de la capitale, dans les monts incontrÃ´lables du Bujumbura rural, ou plus loin, dans le Sud. La peur omniprÃ©sente
Dans la capitale, Ã©picentre des tensions, les heurts sont quotidiens. Un jour, câ€™est un policier qui est visÃ© par une
grenade ; un autre, câ€™est un civil qui est abattu par la police ; un troisiÃ¨me, ce sont des jeunes sur lesquels on tire dans
un bar. Les disparitions se comptent par dizaines, les arrestations par centaines. La mort, dit un habitant du quartier
contestataire de Mutakura, Â« peut vous prendre Ã tout moment et venir de nâ€™importe oÃ¹ Â». Nul nâ€™est Ã lâ€™abri, pa
les barons du rÃ©gime : en aoÃ»t 2015,Â le redoutÃ© Adolphe Nshimirimana, le bras droit de Nkurunziza, est tombÃ© dans
une embuscade. Des armes circulent, dâ€™autres sont cachÃ©es. La police assure avoir rÃ©cemment dÃ©jouÃ© un complot
provenance du Rwanda, et visant Ã ensanglanter la capitale avant le sommet de lâ€™Union africaine. Le conflit Ã©volue,
mais il est encore trop tÃ´t pour Ã©voquer une guerre. Ã€ la fÃ©roce rÃ©pression des autoritÃ©s, la rÃ©bellion embryonnaire
rÃ©pond par des actes isolÃ©s, souvent aveugles : un tir dâ€™obus, une grenade. On ne manifeste plus â€“ câ€™est interdit
prend les armes. Les quartiers contestataires ont Ã©tÃ© vidÃ©s dâ€™une partie de leurs habitants, qui ont fui, dans dâ€™autr
de la ville rÃ©putÃ©s plus sÃ»rs, en province ou Ã lâ€™Ã©tranger, au Rwanda, en Tanzanie ou en Ouganda. On ne compte p
les boutiques fermÃ©es et les portes de maisons cadenassÃ©es. Les nuits sont silencieuses dans les faubourgs. Â« On ne
sort plus. Le soir, on rentre Ã 18 heures au plus tard. Le danger peut venir de partout. Il suffit dâ€™Ãªtre jeune pour Ãªtre un
ennemi Â», dÃ©plore un habitant du quartier de Musaga. Cette peur est comme le vent : invisible mais entÃªtante â€“ le fait
dâ€™Ãªtre hutu ou tutsi nâ€™y change rien. Et ce sentiment ne sâ€™arrÃªte pas aux portes de Bujumbura. Lâ€™enfer nâ€™
du paradis, mÃªme si les campagnes sont plus calmes. Ã€ une heure de la capitale, dans les montagnes qui, au fil des
ans, ont servi de repaire aux diffÃ©rentes rÃ©bellions, on a acquis les mÃªmes rÃ©flexes quâ€™Ã la ville. On rentre avant la
tombÃ©e de la nuit. Au bistrot, la peur des oreilles indiscrÃ¨tes interdit tout dÃ©bat politique. Â« Notre espÃ©rance de vie est
de vingt-quatre heures renouvelables Â», rÃ©sume un habitant dâ€™une des collines. Lâ€™ONU EN FORCE Preuve de lâ€
que lâ€™on porte Ã New York au conflit burundais et de la grande inquiÃ©tude quâ€™il suscite (lâ€™ONU a dÃ©noncÃ©, le 1
massacres ethniques, des charniers et des viols collectifs commis par les forces de sÃ©curitÃ©), une mission du Conseil
de sÃ©curitÃ© se rendra Ã Bujumbura du 20 au 22. Chacun des quinze pays membres y enverra un reprÃ©sentant. Objectif :
rencontrer les personnalitÃ©s les plus influentes du gouvernement, les partis politiques, la sociÃ©tÃ© civile et â€“ espÃ¨re-t-on
au siÃ¨ge de lâ€™ONU -, le prÃ©sident Pierre Nkurunziza, afin de les pousser Ã renouer le dialogue. Cette mission fera
escale Ã lâ€™aller et au retour Ã Addis-Abeba, afin de sâ€™entretenir avec les responsables de lâ€™Union africaine. Â« Il es
dâ€™agir, estime un diplomate onusien. Le pouvoir nâ€™envisage pas de nÃ©gocier et lâ€™opposition nâ€™envisage plus q
pour faire tomber le rÃ©gime. Â» Si la perspective dâ€™envoyer des Casques bleus nâ€™est encore quâ€™hypothÃ©tique, o
de plus en plus sÃ©rieusement Ã New York. Mais mÃªme une force de 4 000 hommes aurait Â« des capacitÃ©s trÃ¨s limitÃ©e
Â», peut-on lire dans le mÃ©mo onusien signÃ© par HervÃ© Ladsous. RÃ©mi Carayol